



Conférence donnée au cours de la session 2011 des Semaines sociales, "La démocratie une idée neuve"

Crise de l'euro, comprendre et agir

**Michel Camdessus
Sylvie Goulard**

Introduction – Marie Dancer *

Qui aurait dit, voilà un an et demi, que nous parlerions encore aujourd'hui de la crise de l'Europe, une crise à la fois financière, économique et politique ? Cela fait 18 mois que l'Europe essaie d'éteindre l'incendie grec et, pourtant, les flammes se sont largement propagées. Il a fallu se porter au secours de l'Irlande, puis du Portugal. Les tensions sur les marchés ont même commencé à affecter l'Allemagne, pourtant considérée comme le meilleur élève de la classe européenne. Pendant ce temps, l'Europe va de sommet de la dernière chance en sommet de la dernière chance et semble toujours courir après les marchés sans réussir à prendre le dessus, à apporter une réponse durable et globale à la crise, comme nous le promettent les dirigeants. Aujourd'hui le système bancaire est fortement fragilisé, certains diront même au bord du gouffre, et les pays européens prennent tout à la fois le chemin de l'austérité et de la récession. Peut-on mettre fin à ce cercle vicieux ? Et comment peut-on donner ou redonner la parole au peuple ? Derrière les bouleversements économiques actuels ne se profile-t-il pas une crise des valeurs ?

Nous allons évoquer ces questions avec Michel Camdessus et Sylvie Goulard. Avec vous, nous allons essayer d'y voir un peu plus clair, de chercher des clés de lecture pour aider chacun à mieux comprendre la situation et à se positionner comme citoyen. Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi est-ce si grave ? S'agit-il uniquement d'une crise de la dette publique ?

Michel Camdessus**

Je vous dis d'abord combien je suis heureux de vous retrouver aux Semaines sociales. J'ai encore dans l'oreille vos propres propos et ce que disait Jean- Paul Delevoye : « Nous vivons des moments d'une gravité que l'on ne soupçonne pas. » Car, en réalité, cette crise relève d'un phénomène extrêmement complexe, qu'il faut saisir dans ses trois éléments pour comprendre ce qui se passe. D'une part, nous sommes dans une spirale de la défiance, d'autre part, dans une crise conjoncturelle comme nous en avons vu d'autres, mais particulièrement lourde et difficile à aborder pour les gouvernements. Enfin, dans une crise de valeurs : nous vivons l'effondrement d'un système de valeurs sur lequel la construction européenne était établie.

La spirale de la défiance, c'est un peu comme la rumeur d'Orléans, pour ceux qui s'en souviennent. Même si cette rumeur n'avait aucun fondement, elle avait, néanmoins, fait boule

* Marie Dancer est journaliste chargée des questions économiques au quotidien La Croix.

** Michel Camdessus est président d'honneur des Semaines sociales de France, directeur honoraire de la Banque de France et ancien directeur du FMI.

de neige... A contrario, certains éléments de fond justifient actuellement notre préoccupation, mais cette spirale de la défiance fait que les nouvelles sont toutes interprétées négativement et qu'on n'entend pas les bonnes nouvelles. Je ne dirai pas un seul mot de défiance à l'égard des médias, mais je suis très impressionné de voir comment ça se passe. Quand un « grand » banquier glisse à un journaliste dans le creux de l'oreille : « Je ne le dis qu'à vous, mais ce qui se passe est beaucoup plus grave qu'on ne le croit », dès le lendemain matin, c'est sur toutes les radios, pour être repris ensuite par les journaux, les agences de presse.

Je vais vous montrer, en deux chiffres seulement, combien il y a d'artifice dans cet espèce de « lugubre » que nous vivons. J'emploie ce mot à dessein pour reprendre l'expression de Thomas Carlyle, économiste anglais du XIXe siècle, qui qualifiait l'économie de « science du lugubre » – il exagérait un peu... Mais aujourd'hui, en effet, cette spirale de la défiance nous conduit au lugubre et au sentiment qu'il est impossible d'en sortir. Voici un exemple concret de la manière dont cette spirale du lugubre transforme les faits. Prenez le tableau de l'écart de spread entre la France et l'Allemagne pour emprunter sur les marchés de l'argent. En juin dernier, il était de 35 points de base ; il est passé en quelques mois à 200 points de base. Que s'est-il passé pour nos deux pays ? En termes d'analyse financière, d'assez bonnes nouvelles pour la France et l'Europe, d'assez mauvaises nouvelles pour l'Allemagne, et, néanmoins, à cause de cet effet de spirale de la méfiance, nous arrivons à cet écart de taux injustifié et de signe inverse. Voyant cela, l'Europe entière se dit que nous sommes perdus, qu'il va nous falloir recourir à des moyens extravagants.

Le deuxième élément de cette crise, la crise conjoncturelle, est double. Premièrement, nous avons une rechute vers ce qui pourrait être à nouveau une crise de liquidités, comme celle que nous avons connue en 2007-2008, les banques risquant de ne pas trouver où se refinancer et, par conséquent, se repliant et refusant au maximum leur soutien de l'économie. Deuxièmement, nous avons laissé se créer une situation de non ajustement de nos économies, en particulier en matière budgétaire, et il se trouve que nous sommes tous coincés au même moment, Américains, Anglais, « Club Med » – pour parler ainsi de l'Europe du Sud –, France et même Allemagne. Nous devons donc, d'urgence, traiter le problème économique sans oublier que nous sommes dans un contexte où nous risquons d'amplifier la crise en agissant tous au même moment.

Le troisième élément, c'est la crise des valeurs sur lesquelles reposait depuis 60 ans la construction économique européenne. Il se trouve que les deux piliers fondamentaux du modèle économique européen ont été formidablement ébranlés. Le premier de ces piliers est l'économie sociale de marché fondée sur des valeurs de solidarité, de justice, de recherche de l'efficacité économique par l'ouverture des marchés. Ce modèle a été subrepticement déstabilisé par une montée de l'utilitarisme néo-libéral et l'Europe n'a pas su très bien comment réagir aux problèmes économiques d'aujourd'hui. Deuxième pilier : ce modèle européen était fondé sur le principe démocratique. Derrière l'Europe, il devait y avoir une démocratie participative active, mais ni nos sociétés, ni les gouvernements, ni les institutions européennes ne s'en sont beaucoup soucié, ce qui fait que les techniciens de l'Union européenne doivent traiter de problèmes qui ne peuvent l'être sans un fort soutien populaire et démocratique.

Nous avons donc trois crises en même temps qui multiplient mutuellement leurs effets et qu'il faut régler, que l'on peut régler, à condition de s'arracher à la spirale de la défiance.

MARIE DANCER : *Sylvie Goulard, les gouvernements européens ont-ils vraiment vécu au-dessus de leurs moyens ? N'y a-t-il pas eu, dans certains pays, nationalisation des dettes privées, comme en Irlande et en Espagne ?*

Sylvie Goulard*

Bonsoir à tous, je suis très heureuse d'être là ce soir. Je félicite les organisateurs d'avoir choisi ce thème magnifique de la démocratie qui me paraît, peut-être paradoxalement, au cœur de cette crise. Je suis très largement d'accord avec ce qu'a dit M. Camdessus, aussi vais-je mettre l'accent sur trois autres aspects.

* Sylvie Goulard est députée européenne.

Tout d'abord, il faut resituer ce qui se passe en Europe dans l'évolution du monde. Nous devons avoir conscience que notre génération vit un bouleversement planétaire. Depuis un certain nombre de siècles, l'Occident chrétien – d'abord l'Europe, puis l'Europe et les États-Unis – a dominé le monde, abusant au passage des ressources de toute l'humanité. Cette période s'achève. Je ne fais pas partie de ceux qui ont peur de la mondialisation, car c'est, notamment pour les chrétiens, l'universalité en marche. C'est aussi l'accès, pour un grand nombre de peuples, à une vie plus décente, c'est l'accès à l'éducation, l'accès pour les femmes à une certaine forme de libération, l'accès à la consommation. Donc, face au bouleversement du monde, ayons conscience de possibles dérives, attachons-nous à les combattre, mais ne raisonnons pas dans un schéma égoïste, centré sur l'Europe.

Deuxième point : la création d'une monnaie commune est l'aboutissement de décennies de travail en commun, avec la création de la CECA, du marché commun etc. Mais ce projet inédit et éminemment politique appelait, à l'évidence, un changement profond de comportement. Or, nous avons essayé de le gérer en dérangeant le moins possible nos habitudes, voire parfois en nous comportant en « passagers clandestins », prêts à en empocher tous les avantages, mais sans en assumer les contraintes.

Les Allemands nous ont donné le deutsche mark, nous leur avons promis d'être sérieux sur la gestion des finances publiques. Puis certains pays, dont la France, ont été très désinvoltes. D'autres ont mieux respecté les règles de saine gestion publique, mais ont laissé croître l'endettement privé – c'est notamment le cas de l'Irlande et de l'Espagne –, provoquant un phénomène d'emballement de la dette. Mais la vraie cause de cette crise, c'est que nous n'avons pas été à la hauteur de notre propre projet. Les pères fondateurs de l'euro avaient très clairement indiqué que son lancement n'était qu'un début et non un aboutissement. L'euro supposait la mise en commun de décisions politiques et un plus grand respect mutuel. On ne peut pas comprendre certaines réticences allemandes actuelles sans savoir ce que représentait le deutschemark pour les Allemands, ni réaliser qu'ils avaient notre parole et que nous ne l'avons pas tenue. Pour trouver des solutions à cette crise, chacun de nous doit faire son examen de conscience et admettre ses erreurs. Vous avez entendu cet après-midi des propos de désespérance, très négatifs. Il ne s'agit pas de nier la gravité de la « maladie » dont souffre la zone euro, mais d'éviter de condamner d'emblée le malade ; comme on le fait dans une famille confrontée à ce type d'épreuve, il faut au contraire poser un diagnostic sans complaisance dans le but de l'aider à s'en sortir !

Qui est responsable de quoi ? Il y a peut-être eu des déficiences au niveau des institutions européennes : la Commission doit se poser des questions, le Parlement européen doit s'améliorer. Mais il y a aussi des responsabilités nationales. Quand on a fait l'euro, chaque gouvernement restait maître de ses décisions économiques et sociales. La démocratie nationale n'a pas été à la hauteur : les parlements nationaux ont voté des lois de finance qui violaient les traités européens. Personne n'a osé prendre les mesures douloureuses nécessaires, de réduction du train de vie et de réformes structurelles. Résultat : c'est la confiance dans le système commun qui est aujourd'hui en péril.

MARIE DANCER : Comment guérir ce malade ? Ne fait-on pas aujourd'hui trop de rigueur tous en même temps ? Ne faut-il pas laisser plus de temps pour réduire les déficits ? Les pays européens les plus en forme économiquement ne pourraient-ils pas avoir une stratégie moins restrictive pour donner une bouffée d'air à l'économie et ne pas étouffer dans l'œuf le peu de croissance qui reste ?

Michel Camdessus : Je crois que vous avez parfaitement raison. Il est évident que, à un moment où tellement de pays au monde sont contraints d'ajuster, il faut le faire en donnant le temps nécessaire au temps, mais sans remettre toujours au lendemain. Si l'on veut que les mesures aient un effet de véritable rétablissement de la confiance, il faut agir sur deux plans. Mr Delevoeye parlait du temps de l'ajustement et de celui de la prospective. Il faut que nous ayons, en même temps, une prospective crédible et un ajustement qui crédibilise la prospective. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

MARIE DANCER : Sylvie Goulard, vous qui connaissez bien les Allemands, sommes-nous actuellement entraînés par eux sur le chemin d'une rigueur à tout prix qui serait un peu aveugle ?

Sylvie Goulard : Nous commettons actuellement une erreur colossale, qui est d'opposer Français et Allemands. La crise que nous affrontons devrait être une préoccupation commune à tous les Européens, au moins ceux de la zone euro. Les autorités allemandes sont sur une ligne de rigueur, peut-être excessive, mais il faut s'efforcer de comprendre les peurs des autres. Les bouleversements créés en Allemagne au XXe siècle par l'hyper-inflation et la spéculation ont entraîné l'arrivée du nazisme. Ce traumatisme, toujours en arrière plan dans la tête et dans le cœur des Allemands, nourrit ce sentiment profond qu'il faut toujours « plus de discipline ». L'arrivée du nouveau gouvernement italien est de nature à décrier la situation. Je suis entièrement d'accord avec les propos de Michel Camdessus : la question, c'est la crédibilité des efforts que nous nous imposerons. Nous ne serons crédibles – y compris vis-à-vis des marchés – que si les efforts demandés le sont à un rythme supportable et que la charge est justement répartie. Mais cela suppose un climat de confiance, alors que nous sommes dans un contexte de défiance. Il faut donc que les personnes qui portent le programme soient crédibles. J'admets certaines erreurs au niveau européen, mais j'aimerais que chacun admette les siennes. Il est clair que nous n'avons pas mis sur le même plan les mesures de nature à créer une vraie politique économique en Europe et celles destinées à assurer la discipline. Nous nous sommes un peu trop intéressés à la discipline – mais nous ne pouvons pas reprocher aux Allemands de nous surveiller de près, puisque nous avons confirmé tous les pires préjugés qui pesaient sur nous tous, les gens du sud.

MARIE DANCER : *Les Allemands eux-mêmes ont enfreint les règles en 2003.*

Sylvie Goulard : Oui, il les ont enfreintes et c'est très grave, car ils ont porté atteinte – avec les Français et la complicité de la présidence italienne de l'époque – à la crédibilité du pacte de stabilité. Toutefois, je tiens à préciser que, d'une part, ils avaient financé l'unification qui avait fait peser sur les finances publiques allemandes une tension très forte. D'autre part, les autorités allemandes étaient en train de lancer un plan de réforme structurelle que la France, par exemple, n'a jamais conçu et mis en oeuvre. Beaucoup de Français croient que le choix binaire est entre rigueur dans la gestion des finances publiques ou croissance, alors que des réformes structurelles peuvent porter la croissance, sans augmentation des dépenses. Les dépenses publiques actuelles, malgré leur énormité, n'ont d'ailleurs pas été porteuses de croissance, parce qu'elles ne sont pas employées à des projets d'avenir.

MARIE DANCER : *Puisque vous êtes d'accord sur le fait que trop de rigueur tue la croissance, ne faudrait-il pas songer à des solutions alternatives ou d'accompagnement de l'austérité ? Étant donné qu'il y a le feu aux marchés, ne faudrait-il pas que la Banque centrale européenne intervienne davantage pour accompagner les efforts des peuples, pour soulager le fardeau qui pèse actuellement sur tous les Européens ?*

Michel Camdessus : J'ajouterai un peu d'eau au moulin de Sylvie Goulard. Il faut sortir de cette alternative rigueur/croissance. Aujourd'hui, dans l'état actuel de nos finances publiques, la rigueur sert la croissance. J'ai présidé un groupe de travail composé essentiellement des deux présidents des commissions des finances de l'assemblée et du sénat et des deux rapporteurs, dont l'un faisait partie de l'opposition, pour voir s'il y avait lieu de créer en France la célèbre règle d'or et à quel moment. Nous avons évidemment beaucoup discuté, consulté des experts et la commission a trouvé un consensus sur deux sujets. Le premier, c'est qu'il faut à tout prix maîtriser l'endettement. Le second, c'est que nous sommes dans une situation d'endettement et d'accumulation des déficits depuis presque 40 ans qui sont tels qu'aujourd'hui la non rigueur tue la croissance. Ce n'est que par un sérieux très remarquable des finances publiques que nous parviendrons à rétablir la confiance dans le fait que la croissance a une chance de repartir. Évidemment, la « règle d'or » à établir dans une perspective de moyen terme (5-6 ans) sera un test de ce sérieux.

MARIE DANCER : *Mais les Japonais sont deux fois plus endettés que la France et ils empruntent trois fois moins cher, sans être obsédés par la réduction des déficits.*

Michel Camdessus : La réponse est très simple. Ils sont endettés à l'égard des Japonais et non à l'égard des marchés internationaux. Ils sont endettés dans leur monnaie et non dans une monnaie internationale. La Banque centrale ne pourrait-elle pas nous tirer de là ? C'est

entre les Français et les Allemands un sujet de débat, chacun parlant au nom d'une lourde et longue tradition historique. Les Allemands ne peuvent pas accepter l'idée de laisser dérapier l'inflation. Et nous Français, même si nous adhérons à cette idée, nous avons coutume, depuis Philippe Le Bel..., de faciliter les choses et de procéder à des manipulations monétaires.

En réalité, la Banque centrale ne peut pas, en pratique, faire ce que nous rêverions de lui voir faire. Elle s'assouplira peut-être bientôt. La rencontre du 24 novembre à Strasbourg entre Mme Merkel, Mr Sarkozy et Mr Monti a apporté des choses positives. Ils ont dit qu'on laisserait la Banque centrale faire son métier sans être constamment en embuscade pour l'interpeller et lui créer des problèmes. Ensuite, il a été admis, du côté français, qu'il fallait renforcer les traités de sorte que la discipline budgétaire, qui doit être le pendant de la discipline monétaire, soit mise en place le plus rapidement possible. Et il est prévu un sommet destiné à poser les premiers gestes dans cette direction. Si nous nous montrons sérieux dans la gestion budgétaire, alors peut-être pourrions-nous être moins rigides dans la défense de la monnaie. Ce qui peut se traduire, par exemple, par des interventions sur les marchés allant un peu au-delà des papiers éligibles au marché secondaire, ou peut-être un jour par des eurobonds.

MARIE DANCER : *Ne sera-t-il pas trop tard ? Le malade ne sera-t-il pas déjà mort ?*

Michel Camdessus : Je ne pense pas du tout. Les marchés sont pris dans cette spirale où ils ne peuvent pas imaginer que les états réagissent. Eh bien réagissons d'une manière susceptible de créer la confiance en montrant que nous avons une perspective et que nous ne déraperons pas de cet axe-là. Prenons dès maintenant quelques mesures qui montrent au marché que nous sommes sérieux.

MARIE DANCER : *Ne pourrait-on envisager de nouvelles ressources ? Quelles pistes d'action sont envisageables ?*

Sylvie Goulard : Nous sommes, au Parlement européen, une majorité favorable à la taxe sur les transactions financières. Le secteur financier n'étant pas taxé, c'est une piste tout à fait légitime de la part de la puissance publique. Nous pourrions ainsi limiter un certain nombre de transactions qui se font à très grande vitesse, encourageant des allers-retours assez vains qui n'apportent pas grand-chose pour le financement de l'économie réelle. Toutefois, j'attire votre attention sur le fait qu'on est encore très loin de voir la couleur de l'argent qui viendrait de la taxe sur les transactions financières. Pourquoi ? Pour prendre des décisions dans ce domaine, l'Europe est déjà presque un échelon trop petit. C'est plutôt à l'échelon global qu'il faudrait arriver à légiférer, dès lors que les capitaux sont mobiles et se déplacent avec un clic de souris. À quoi bon inventer une superbe taxe sur les transactions financières si la matière fiscale est aussitôt délocalisée ? À l'intérieur de l'Union européenne, des pays comme la Grande-Bretagne ou la Suède y sont totalement défavorables. De plus, même si cette taxe était mise en place au niveau communautaire, il resterait le problème des États-Unis et des autres places financières du monde. Ce n'est certes pas une raison pour baisser les bras. Relisons ce qui s'écrivait, au début du XXe siècle, à propos de l'impôt sur le revenu : nous voyons bien qu'à chaque fois qu'un nouvel impôt est évoqué, il y a toujours des gens pour prédire qu'il va tuer l'activité. Les riches ont le don de savoir « se rouler par terre » devant les législateurs. Nous ne sommes pas dupes. Nous voyons régulièrement des patrons de banque qui viennent devant les députés européens faire le chantage le plus direct : « Si vous faites quoi que ce soit pour réduire nos rémunérations ou nous taxer, nous serons forcés de quitter l'Europe ! » Leur argumentation est moralement inacceptable, mais le risque est réel. C'est pourquoi nous devons à la fois leur demander s'ils peuvent se regarder dans la glace le matin et ruser pour ne pas tomber dans leur piège.

Cela étant, je continuerai à défendre une politique de rigueur dans la gestion des comptes publics. Ce n'est pas parce qu'on peut éventuellement trouver d'autres ressources fiscales qu'il faut s'abstenir de surveiller les dépenses, exactement comme à la maison lorsque la fin de mois est un peu difficile.

Quant au rôle de la Banque centrale, c'est une fuite en avant que de vouloir la faire intervenir pour racheter la dette des États : nos gouvernements s'évitent alors la peine de faire des réformes douloureuses mais nécessaires, celles qu'imposent, par exemple, le vieillissement de la population et la globalisation. Nombreux sont ceux qui voudraient que la Banque centrale européenne fasse « comme la Réserve fédérale américaine ». Mais la crise a commencé aux

États-Unis parce que les Américains ont laissé pendant des années – à l'époque de Mr Greenspan – augmenter la liquidité, mot savant pour dire qu'ils ont laissé beaucoup de monnaie circuler dans l'économie. Les banques ont accordé beaucoup de crédits, y compris à des gens qui n'avaient pas de revenus suffisants pour acheter leur maison, ce qui a abouti à des situations humaines tragiques. Nous avons en Europe – et nous devrions en être fiers – des règles plus rigoureuses, plus raisonnables, non pas parce que nous sommes plus intelligents, mais parce que nous sommes passés par des traumatismes majeurs. Les Européens, suivant le modèle allemand, ont essayé de tirer des leçons de leur histoire. C'est grâce aux Allemands et à ce qu'ils ont vécu que nous avons développé l'idée d'une banque centrale qui ne joue pas avec sa monnaie. Les politiques adorent l'inflation car elle évite l'effort, elle est indolore... mais elle appauvrit sournoisement ! Nous avons la chance d'avoir une banque centrale exigeante qui jouit d'une crédibilité mondiale parce qu'elle refuse ces tours de passe-passe. À l'inverse, la banque d'Angleterre comme la FED font en ce moment de la création monétaire ; or, c'est précisément ce qui nous a menés, en Europe continentale, à des drames.

La seule manière pour l'Europe de mener à bien son projet est de conduire des réformes structurelles, d'inventer de nouveaux produits, d'innover. Le vrai moteur de la croissance se trouve là.

MARIE DANCER : Sylvie Goulard a évoqué le chantage des banques. Faudrait-il nationaliser les banques pour mieux les contrôler ainsi qu'éventuellement leurs capitaux ?

Michel Camdessus : Sylvie Goulard a parfaitement montré du doigt des banquiers ou leurs représentants à Bruxelles qui se comportent comme des lobbies ordinaires, défendant leur point de vue avec une tendance au chantage totalement inadmissible. Faut-il pour autant considérer qu'aujourd'hui la nationalisation des banques serait une solution ? Souvenons-nous de ce qu'étaient nos banques nationalisées et des critiques que nous leur faisons parce que nous les trouvons totalement désintéressées par les questions de croissance et de développement social. Elles étaient nationalisées, puis dénationalisées et renationalisées... Connaissant le coût de ces allers-retours, allons-nous nous livrer à cela ? Croyez-vous que la présence, dans une banque, d'un commissaire du gouvernement ou de deux administrateurs de l'État changera beaucoup le comportement des banques ? Les banques sont prises dans la compétition internationale, elles cherchent à se défendre, elles ont des contraintes que nous ne devons pas oublier, elles ont besoin de se renforcer dans cette compétition et on leur a imposé des règles de renforcement de leurs ratios de fonds propres qui sont lourdes. On ne peut attendre d'elles n'importe quel miracle, mais ce ne serait pas le fait de les nationaliser qui changerait quoi que ce soit sérieusement à leur comportement en termes de progrès social. J'en reviens à cette rigueur nécessaire, cette rigueur qui n'est plus désormais un mot grossier. Pourquoi nous faut-il aujourd'hui une rigueur particulière ? Tout simplement parce que nous avons des défis exceptionnels pour les 5 ou 10 ans qui viennent. Le premier est de ramener notre endettement sur une pente qui rétablisse notre propre confiance à l'égard de notre budget. Ensuite, il nous faut réduire la dépense publique parce que nous avons face à nous des défis formidables. Dont celui de l'exclusion qui monte dans notre pays, rendant nécessaire de renforcer les dispositifs d'aide sociale pour les plus pauvres, de former nos travailleurs, de nous préparer à cette croissance par l'innovation - pour laquelle nous ne faisons pas assez. Nous devons faire face au changement climatique, chez nous et chez les autres. Nous devons rester fidèles à la parole que nous avons donnée aux pays en développement pour les aider à atteindre les objectifs du millénaire. Nous ne pourrions faire tout cela que si nous faisons des choix et que nous réduisons très fortement toutes les dépenses non indispensables. Et si, du côté des recettes, nous acceptons de faire – en particulier les plus favorisés d'entre nous – des efforts auxquels il n'a même pas été pensé jusqu'ici.

MARIE DANCER : Vous pensez à un impôt exceptionnel, comme aux Etats-Unis où certains milliardaires sont prêts à y consentir ?

Michel Camdessus : Je crois que nous avons des problèmes beaucoup plus profonds que cela. J'ai été chargé de vérifier les rémunérations des opérateurs financiers et j'ai touché du doigt la formidable dégradation de la situation, les plus riches s'enrichissant beaucoup plus

vite, les plus pauvres stagnant. Nous avons atteint une situation qui, à cet égard, est absolument scandaleuse. Je trouverais donc normal qu'on se pose la question d'un plafonnement des revenus primaires distribués. Savez-vous l'écart qu'il y a aujourd'hui entre le SMIC et les rémunérations les plus élevées ? J'ai pu en identifier un qui était de 800. Ne faudrait-il pas – au moins pendant les prochaines années au cours desquelles il va falloir se remettre en ordre de bataille pour faire renaître l'espoir dans ce pays – plafonner à 100 fois le SMIC toute rémunération salariale, que ce soit salaire fixe ou prime versée à nos salariés ? Ne pourrait-on pas accroître les tranches marginales d'imposition pendant une période relativement courte – jusqu'à l'équilibre des finances publiques, par exemple ? Elles sont aujourd'hui à 45 % – elles étaient à 90 % ou 95 % aux Etats-Unis sous Eisenhower. Nous pourrions accepter, pendant quelque temps, qu'elle soit autour de 60 % ou 65 %, qu'au moins cela soit étudié. Je pense aussi que le dispositif des taxations en capital devrait être lissé en fonction de l'effort demandé aux revenus du travail. Il faudrait aussi revoir le serpent de mer des niches fiscales. On pourrait décider de les supprimer et demander au parlement d'en recréer quelques-unes, à condition qu'elles répondent véritablement à des préoccupations, soit de création d'emploi, soit de promotion véritable de l'innovation, soit enfin de réduction de la pauvreté ou de tel ou tel problème social majeur. Ce sont des mesures qu'il faut au moins étudier, dont certaines ont été prises dans des pays étrangers et qui marchent. Le même régime pourrait être appliqué aux agréments fiscaux dont on sait qu'un grand nombre d'entre eux complique notre système fiscal sans apporter quoi que ce soit de positif pour la croissance juste.

Autre exemple : nous sommes confrontés à des survalorisations foncières qui résultent d'investissements de l'état ou des collectivités locales et qui ont parfois pour effet l'éviction des plus pauvres des quartiers concernés. Il serait tout à fait légitime que l'État reprenne une partie de la rente qu'il crée ainsi à travers son système fiscal. Mais tout ceci ne peut marcher que si, dans une perspective à moyen terme – au cours des cinq prochaines années du quinquennat –, on réécrit la loi fiscale. Mettons-nous au travail là-dessus, en consultation avec nos partenaires sociaux, les corps intermédiaires, en observant ce qui se fait ailleurs ! Modernisons en allant dans le sens de la justice, de la réduction des inégalités et dans la promotion d'une croissance soutenue.

Sylvie Goulard : Je partage tout ce qui a été dit, notamment sur la montée de l'exclusion et de la pauvreté. J'appartiens à l'intergroupe de la lutte contre la pauvreté au Parlement européen, avec lequel nous avons mené une bataille incroyable pour que les États membres ne détruisent pas le programme d'aide aux plus démunis. Ce qui en a été dit dans certains médias est typique de la manière dont on invective l'Europe : « L'Europe veut supprimer l'aide aux plus démunis... », alors que c'est le processus de renationalisation mené par certains États membres qui a mis ce programme en péril. Le préambule du traité de Rome de 1957 visait à contribuer à l'égalisation du niveau de vie des populations. La Commission européenne a aussi mené cette bataille. Ne faisons donc pas porter à « l'Europe », indistinctement, le chapeau de décisions qui ne sont voulues ni par les représentants élus des citoyens, ni même par « les technocrates » de la Commission qu'on accuse toujours, mais par des gouvernements nationaux qui confondent respect de la subsidiarité – qui peut être juste – et absence totale de vision. Si je devais citer une seule priorité pour l'avenir de l'Europe, ce serait la lutte contre les inégalités, qui est d'ailleurs l'une des cinq priorités adoptées dans ce qu'on appelle la « stratégie 2020 » pour la décennie en cours.

D'ailleurs, les rémunérations folles des footballeurs qui valent celles des traders, démontrent que ce n'est pas simplement le secteur financier qui va mal, mais notre société entière. Le sens de l'équité et de la mesure est en train d'être perdu de vue ! Il faudrait le retrouver tout comme une certaine sobriété, bienvenue pour faire face au défi de la raréfaction des ressources. Pour mettre en place une croissance durable, nous n'échapperons pas à une réflexion sur la qualité de nos productions, leur utilité réelle, leur impact sur la planète. Voici le message que nous pouvons transmettre à la jeunesse pour la tirer vers le haut et ne pas la laisser s'affaler dans un canapé pour regarder des footballeurs « pleins aux as ».

MARIE DANCER : *Et la démocratie dans tout ça ? N'y a-t-il pas un échec du politique quand on voit qu'est saluée l'arrivée de gouvernements de technocrates, le mot référendum devenant presque un gros mot ? Comment redonner la parole au peuple ? Quel rôle pour le parlement européen, les parlements nationaux ? Ne faudrait-il pas redéfinir un projet mobilisateur pour*

l'Europe ? Quelles réponses pourrait-on apporter à toutes les accusations qui sont adressées à l'Europe à tort ou à raison ?

Sylvie Goulard : La question est fondamentale. Si nous voulons que l'euro se perpétue, ainsi que ce magnifique projet européen de réconciliation, mais aussi d'apprentissage mutuel, il faut avoir envie de faire des choses ensemble. L'évolution du monde justifie que les Européens mettent en commun leurs talents, leurs capacités et leurs expériences pour aller de l'avant, guidés par des mêmes valeurs. Je suis persuadée qu'il faut partir du principe que les peuples partagent les mêmes soucis et les mêmes aspirations. On entend très souvent dire dans les débats que « les Anglo-saxons » soutiennent la finance, mais a-t-on demandé l'avis du peuple britannique ? Probablement pas. Je pense que des mères de famille ou des retraités britanniques, allemands ou français partagent beaucoup plus entre eux que les politiciens nationaux ne veulent bien l'admettre. Je me fiche complètement qu'il n'y ait pas, aux yeux des politiciens et des politologues, de peuple (de *demos*) européen. Je crois au contraire qu'il existe des êtres humains qui ont des choses à faire ensemble : c'est une base suffisante pour fonder un débat public et démocratique. Depuis le début de la crise, on observe que c'est le Conseil européen qui est à la manœuvre, c'est-à-dire les chefs d'État et de gouvernement. J'ai envie de dire qu'ils font fausse route. Quand on en est au 12e ou 14e sommet de la dernière chance, c'est que quelque chose ne va pas. J'aimerais que les décisions prises par le couple franco-allemand, le conseil de la zone euro ou les 27 soient des décisions respectées, crédibles, suivies d'effets et convaincantes. La réalité est que ça ne marche pas ! Nous devons regarder en face le fantastique boule-versement qui se déroule sous nos yeux, qui a d'ailleurs quelque chose d'exaltant, et qui est un changement d'échelle de la démocratie. Je pense qu'il faut être attentif à ce changement, l'accepter, l'organiser et l'accompagner. Ce n'est pas une dépossession des nations, une dépossession des parlements nationaux, mais une prise de possession du niveau où nous pouvons agir ensemble. La question du fédéralisme me paraît en ce moment secondaire ou du moins dangereuse si, derrière le mot, on ne fait pas comprendre la réalité. La réalité, c'est qu'il va falloir opérer un transfert de pouvoir sur un certain nombre de sujets. Comme le disait Tommaso Padoa-Schioppa, grand économiste italien décédé en 2010, nous devons éviter de confondre pouvoirs limités et pouvoirs faibles. Si nous estimons qu'une certaine compétence doit être exercée au niveau européen, elle doit vraiment s'exercer au niveau européen : elle peut être limitée, mais ne doit pas être affaiblie par le fait que les États cherchent à récupérer d'une main ce qu'ils feignent d'avoir donné de l'autre. Une vision européenne consiste tout d'abord à « donner » à l'Europe et non à se demander ce qu'elle nous apporte. Les Allemands ont donné le deutschemark, qu'est-ce que la France veut donner à l'Europe ? Ensuite, il faut accepter de ne pas juger les gens sur leur passeport, de ne pas juger une idée sur son origine géographique, mais accepter le fait que le nationalisme est radicalement incompatible avec le projet européen. Si, à un moment donné, le meilleur candidat pour exercer une fonction est un Allemand, un Grec ou un Portugais, c'est celui-là qu'on soutiendra. En revanche, si on prétend faire l'Europe tous ensemble, mais que chacun ne veut mettre dans le budget que ce qu'il va récupérer, que chacun veut détenir les postes-clés, que chacun cherche à récupérer les centres de recherche sur son territoire, cela ne marchera pas. Quand on voit la manière dont le Conseil européen s'évertue à nationaliser des choses que les Européens ont en commun, je m'interroge. Nous sommes un certain nombre de parlementaires européens à penser que si les décisions prises pendant la crise avaient été débattues publiquement, les députés grecs auraient pu rentrer chez eux en disant : « Voilà la décision que nous avons prise en commun avec les autres. » Il n'y aurait pas ce sentiment d'un diktat franco-allemand qui finira par se retourner contre Paris et Berlin, même si je conçois que, probablement, Mr Sarkozy et Mme Merkel souhaitent travailler dans l'intérêt européen.

Nous avons besoin d'institutions qui fassent tampon entre la volonté nationale des uns et les obligations des autres, nous avons besoin de relais dans tous les pays, de dignité, de transparence. Le Conseil européen travaille dans le secret, exacerbe les rivalités cocardières et souffre de ne faire travailler ensemble que les majorités du moment. Quand on prend des mesures de long terme, mieux vaut qu'elles soient assumées par la majorité et l'opposition. Au sein d'un Parlement, cette discussion est possible. C'est pourquoi je suis favorable à une Europe communautaire, à une communauté solidaire fondée sur des institutions, car la juxtaposition des gouvernements ne suffit pas – ils viennent eux-mêmes d'en apporter la preuve !

Débat

TABLE DES QUESTIONS* – *Quel lien entre la démocratie et l'endettement ? Une démocratie ne porte-t-elle pas en ses germes une tendance à créer de l'endettement ? Comment les politiques ont-ils pu laisser filer la dette pendant 35 ans sans vraiment se poser de questions et réagir ? Est-ce une guerre économique et financière ? Qui sont les spéculateurs ? Qui joue contre l'euro ? Le marché, c'est qui ? Pourquoi est-on suspendu aux agences de notation ?*

Michel Camdessus : Ce n'est pas la démocratie qui fait l'endettement, c'est la démagogie. Quand nous parlons d'endettement, nous ne devons pas avoir l'obsession des marchés. La seule obsession que nous devons avoir est celle de nos enfants qui auront déjà sur leurs épaules une charge du seul fait de la démographie, c'est-à-dire de l'allongement de nos vies. Nous devons donc veiller à contenir cet endettement qu'ils auront à payer. Or, aujourd'hui, nous sommes au bord du seuil d'endettement à partir duquel on entre dans l'incertain. Des chercheurs américains ont dit que ce seuil est à 90 %, nous sommes sur une tendance qui va nous mener très vite de 85 à 95 et si rien ne change très profondément d'ici 2020, nous devrions arriver à 120-140 %. Éviter que des déficits budgétaires ne viennent nourrir davantage cet endettement est une obligation d'abord à l'égard de nos enfants.

Les Américains ont le « privilège exorbitant » du dollar. Nous ne sortirons de ce régime que dans un système monétaire tripolaire pour lequel nous avons besoin de l'Europe et de l'euro. Concernant les marchés, savez-vous qui ils sont ? C'est vous, moi et tous les autres. Tout ça est évidemment institutionnalisé et les agences de notation jouent, à mon avis, un rôle suspect et doivent être réformées. Mais, fondamentalement, c'est nous, en tant qu'épargnants, qui donnons instruction à ceux qui nous représentent dans les salles obscures des marchés de se débarrasser des papiers douteux, pour que notre épargne soit placée dans du papier que nous jugerons excellent car il serait en dollar américain.

– Dans l'exercice de la rigueur, en particulier la baisse des charges, quels risques cela fait-il peser sur la croissance, sur les services publics, sur l'affaiblissement des plus faibles ? Et Michel Camdessus, vous n'échapperez pas à la remarque : quelles leçons tirez-vous des mesures prises par le Fonds monétaire international sur les pays d'Amérique latine et d'Afrique ? Quelle expérience en tirez-vous, 15 ans après, quant à l'impact qu'elles ont eu sur ces pays ?

Michel Camdessus : Regardez simplement ce qui se passe. L'Afrique est le seul continent en croissance tout à fait convenable. L'Amérique latine explose à des taux de croissance entre 5 et 9 %. L'inflation y est vaincue. Je n'en attribue pas tout le mérite au FMI, mais, si ça allait très mal, ce serait évidemment de sa faute. Je voudrais parler un instant de la Grèce. Nous avons retardé, en raison de tergiversations complexes, le traitement du problème et l'entrée du FMI en Grèce. Puis, du fait de la dégradation rapide, nous avons été amenés à faire un programme FMI/Europe. Regardez les programmes que le FMI a « imposés » à d'autres pays en d'autres temps, ils étaient moins sévères que les programmes grecs aujourd'hui, car la situation était différente et qu'on pouvait la rétablir avec des mesures moins énergiques. Cela dit, on n'échappe pas à l'ajustement, il y a un moment où il faut remettre la maison en ordre.

Sylvie Goulard : Évidemment, il faut de l'équité. Mais regardons l'ensemble de l'Union européenne : les pays qui vont le mieux, ceux qui ont le plus de croissance, ceux qui sont, pour certains, dans des situations de plein emploi sont les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche, la Suède ou le Danemark. Ces pays n'ont pas renoncé aux services publics de bonne qualité. Ils innovent en matière de marché du travail ou de transport à des coûts inférieurs aux nôtres. Nous devons nous inspirer de l'expérience de ces pays, ils sont vivables et ont fait le choix de l'ouverture internationale. Ils n'ont pas peur de la mondialisation, ils essaient d'en tirer tout le bénéfice possible pour leurs entreprises et sont, de ce fait, dans des logiques beaucoup plus dynamiques qui contrastent avec nos réactions parfois pavloviennes de défense du service public.

* Françoise Malrieu et Gilles de Courtivron, membres du Conseil des Semaines Sociales de France, relayaient les questions des participants

- Michel Camdessus, vous êtes élu Président de la République. Que prenez-vous comme mesures maintenant, à moyen terme et à long terme ? Et vous, Sylvie Goulard, vous arrivez à la tête de la commission européenne, je vous pose la même question.

Michel Camdessus : Ce sont des hypothèses d'école, évidemment... Je conseillerais au Président de la République d'adopter immédiatement la règle d'or, d'arriver à l'équilibre des finances publiques avant la fin de son quinquennat, avec un changement complet de la loi fiscale. À long terme, que le niveau de la dépense publique soit ramené en France à la moyenne des pays de la zone euro. Pour le court terme, j'ajouterais que je revaloriserais, en priorité, les prestations sociales sous plafond de ressources.

Sylvie Goulard : Naturellement, c'est de la fiction mais si vous y tenez...À très court terme, je reprendrais une idée qui vient d'être lancée en Allemagne : adopter immédiatement la mise en commun de la dette, au delà du plafond de 60 % du PIB pour tous les États-membres, via une formule d'eurobonds. À court et moyen terme, je ferais de la réduction des inégalités ma première priorité. J'observerais toutes les politiques européennes sous cet angle, en étudiant leur impact, y compris en matière éducative et culturelle. Cela signifie d'ouvrir le sujet tabou de l'harmonisation d'un certain nombre d'impôts car en ce moment, les États perdent des recettes à cause de la capacité des grandes entreprises à échapper à l'impôt dans le marché unique. À long terme, je m'attacherais à forger un état d'esprit européen, à veiller à ce que les partis politiques ne considèrent plus les échéances nationales ou locales comme unique horizon, à donner à tous, avec des chèques éducation, la chance de se préparer à la vie de citoyen européen. À ce moment-là, nous serons sortis de la crise, car je crois que nous en sortirons. Dès lors, il sera vraiment temps de commencer par faire ce qui est nécessaire pour vivre ensemble : se connaître les uns les autres.